

19-immigration algérienne en France(1900/1960)-Algéries années 1980/1990-en France les changements-fin de l'Histoire.

1-en Algérie-1900/1962

2-en Algérie-années 1980/1990.

3-en France,les changements(texte recopié)

1-L'immigration algérienne en France de 1900 à 1962.

1900/1949.

C'est au début du 20ème siècle que débuta l'immigration algérienne en France.Des ouvriers de Mekla,Port-Gueydon et de la Petite Kabylie vinrent travailler dans le midi de la France.Rentrés chez eux ils racontèrent leur vécu et attirés par les salaires élevés d'autres les imitèrent.En 1912 ils n'étaient encore que entre 4 et 5000 sur le territoire.

Il s'ensuivit une accentuation de l'immigration pour les raisons suivantes.

-une loi de juillet 1914 supprime le permis de voyage créé par décret en 1879 créé pour les indigènes qui se rendaient en France.

-la guerre de 14/18 avec ses besoins de remplacer les personnes mobilisées qu travaillaient en usine.

-par decret un service de travailleurs coloniaux est créé pour recruter de la main d'oeuvre dans les colonies,78.000 travailleurs algériens furent recrutés entre 1915 et 1918.

Au lendemain de la guerre

La France était appauvrie,dépeuplée,il fallait reconstruire,attirés par les salaires élevés il entre en France en 1924 plus de 70.000 travailleurs,cette année là les algeriens sont 100.000 sur le territoire,les marocains 10.000.C'est l'époque de la création de "l'étoile nord africaine"qui est dirigée un peu plus pard par Messali Hadj.

En Afrique du nord les employeurs se plaignent,demandent des mesures restrictives,un régime de contrôle est mis en place,exigence d'un contrat de travail,visite médicale obligatoire,carte d'identité.

Durant cette periode l'immigration était encore due à l'attraction occidentale,la pression démographique algerienne n'en était pas encore la cause.Les sujets musulmans français était passé de 4.072.000 à 4.830.000 de 1901 à 1921.

Les mesures restrictives de 1924 firent baisser l'immigration qui resta tout de même importante,en 1928 par exemple,39.000 départ contre 25.000 retours,cette situation perdura jusque la crise économique.

Dès 1930 le nombre des retours dépasse celui des arrivées,jusque 1935 l'immigration diminue serieusement.

En 1936 un décret amène le retour de la libre circulation,ne maintenant que l'obligation de la carte d'identité(en 1926 un decret oblige avant le départ la production d'une carte d'identité,d'un extrait de casier judiciaire,certificat médical avec contre visite au départ et le versement d'une caution,150 francs qui représentait le prix du voyage aller retour).

Cette mesure a pour conséquence l'arrivée en France de milliers de travailleurs que l'économie en crise ne peut absorber.Des arrêtés rétablissent les mesures de 1926,qui n'empêchent pas que,en 1936 et 37 les chiffres d'arrivées sont supérieurs à ceux des retours.

Les industriels français vont alors donner la préférence aux travailleurs polonais et tchécoslovaques.On constate alors un ralentissement des arrivées et une augmentation des retours.

En Algérie les responsables d'entreprise ne manquent plus de mains d'oeuvre,l'accroissement de la population musulmane s'accroît,en 1936 il y avait 6.160.700 individus contre 4.890.800 en 1921.

Un fait qui démontre que la pression démographique a remplacé l'attraction métropolitaine,cause de l'immigration à l'origine,les travailleurs algériens se rendent en France malgré le chômage très important et en Algérie le phénomène migratoire s'étend.

La guerre mondiale amène la suspension de l'immigration libre,tous les départs ont lieu sous contrôle militaire,juin 1940 arrête provisoirement l'immigration.La fin de la guerre venue,le ministère du travail fit appel aux travailleurs nord africains et italiens.La population musulmane d'Algérie était évaluée à 7 millions et demi d'habitants.Il y eu des tentatives de réglementation de cette nouvelle immigration,de la normalisation des séjours et des emplois,qui se heurtèrent au rétablissement de la liberté totale des déplacements de 1946 confirmée par une loi de septembre 1947;

Le rétablissement des libertés de passage par avion et bateau déclancha une immigration massive qui s'étendit aux régions pauvres d'Algérie.

Les efforts de l'administration pour tenter d'y remédier en exigeant par exemple la remise d'un contrat de travail aux travailleurs au moment de leurs départs furent contrariés par ces mêmes travailleurs et les employeurs métropolitains, entraînant une sorte d'anarchie.

1946-emigrants voyageant librement-30.055-contrats de travail expédiés par la métropole-0-emigrants ayant recours aux services main d'oeuvre1874 -les années suivantes.

1947- -----65461-----1010-----773

1948- -----80669-----108-----45

1949- -----83333-----300-----124

L'immigration durant la guerre d'Algerie.

Durant cette periode 1954/1962 l'immigration des algériens a doublé, leur nombre fin 1961 a été estimé à plus de 400.000 personnes dont 24.000 femmes et 80.000 enfants.

Les mouvements de main d'oeuvre Algérie France entre 1948 et 1960-

sont entrés 1.378.432 personnes,retournés en Algerie-1.153.335-sont restés-225.097 personnes.

2-en Algerie.années 1980/1990.

Dès 1985 avec la chute du cours du pétrole l'Algérie connaît des mouvements sociaux, le pays qui vit essentiellement de la rente pétrolière est ruiné, c'est la crise économique avec son cortège de chômage de misère, de dégradation des conditions de vie, s'en suivent des tensions sociales et des émeutes parfois durement réprimées. Des émeutes avaient eu lieu dès le début des années 80, des émeutes de la faim ont eu lieu au Maroc aussi en 1981 et en Tunisie en 1984.

Depuis le début de ces mêmes années le pays compte plus de citadins que de ruraux, Alger, en 1985, conçue pour 800.000 habitants en possède trois millions.

Côté FLN ont trouvé les partisans d'une politique capitaliste, anti-prolétarienne et les tenants des acquis de la révolution socialiste, qui contrôlent les organisations du travail au travers un syndicat unique, l'UGTA.

En septembre 1988 les autorités imposent une politique sévère, dans l'objectif du remboursement de la dette du pays, salaires bloqués, subventions aux produits de premières nécessités réduites.

1988 connaît aussi une pénurie des denrées de première nécessité comme par exemple la semoule, le beurre et produits divers, il s'en suit de fortes augmentations sur les prix des fruits, légumes et de la viande. Les Algériens qui voient le fossé s'agrandir entre les déshérités et les affairistes vivent la situation comme une grande injustice. La situation économique du pays est grave et celui-ci doit faire face à des échéances alors que ses recettes diminuent, tandis que l'islamisme qui a été implanté dans les écoles, les universités et le réseau développé de mosquées par la volonté du FLN draine déjà une partie des mécontents.

Fin septembre une première grève est déclenchée par l'UGTA dans les zones industrielles et un important dispositif anti-émeute est mis en place qui provoque de violents affrontements. Des grèves aussi chez les fonctionnaires, les PTT, les cheminots, le pays se dirige vers une grève générale. Comme l'UGTA est parti prenante dans ces mouvements, il semble bien qu'il s'agissait là d'un coup de force au sein du FLN (aile gauche de celui-ci). La jeunesse d'Alger prend le relais des travailleurs et la police intervient violemment pour disperser les manifestants qui pillent des magasins et brûlent des véhicules. Le lendemain des vagues de jeunes déferlent dans les rues d'Alger saccageant tout sur leur passage.

Début octobre l'état de siège est décrété et les administrations sont placées sous contrôle militaire ce qui n'empêche pas les troubles de s'aggraver et de s'étendre à d'autres villes.

Les islamistes prennent alors le train en marche, ils profitent du jour de la grande prière pour se manifester, à Alger, à Oran ou des manifestations sont parties des mosquées après la prière du vendredi.

Après six jours d'incidents et manifestations l'ordre est rétabli de manière brutale et le jour où le président fait un discours à la population une manifestation de 2000 personnes encadrées par des islamistes traverse Alger en mémoire des morts tués durant les émeutes, celle-ci se heurte à l'armée qui tire sur les manifestants. Durant six jours les arrestations se comptent par milliers.

De source hospitalières le bilan des émeutes aurait été de 600 morts, l'armée est montrée du doigt, des responsables sont limogés, début octobre des produits de consommation courante réapparaissent, l'état de siège est levé et en décembre Chadli est renommé président. Début 1989 mise en place d'une nouvelle constitution.

Les émeutes du mois d'octobre 1988 sont suivies du "printemps d'Alger" avec la disparition du parti unique, la naissance ou réapparition des partis politiques, mais la violence continue.

L'adoption de la nouvelle constitution, approuvée par référendum, n'est pas du goût de tous car elle abolit le rôle dirigeant du FLN, cette nouvelle constitution ne fait plus référence ni au socialisme ni au FLN. Cette réforme est aussi à l'origine de l'éclosion de partis politiques dont le FIS qui est légalisé en septembre 1989, la branche de la sécurité militaire qui est en charge des civils est démantelée, soi-disant. En avril 90 le FIS organise sa première manifestation à Alger. Des réformes sont entreprises pour relancer la croissance, autonomie aux entreprises publiques, encouragement au secteur privé, l'objectif est d'aller vers une économie de marchés, mise en place d'un dispositif d'ouverture complète aux capitaux étrangers, autorisation aux banques étrangères de s'implanter dans le pays, ouverture des activités de commerce aux capitaux étrangers, le monopole d'état sur le commerce extérieur est ainsi remis en cause, des sociétés étrangères sont autorisées à participer pour une part à l'exploitation des gisements en échange d'un "ticket d'entrée".....etc

Pour les terres agricoles, suppression des fermes d'état et des coopératives administrées, redistribution des exploitations assénies à des collectifs de paysans, sept personnes maxi ou personne seule. Suppression des attributions illégales des terres faites auparavant au bénéfice de fonctionnaires, médecins, commerçants, hommes politiques, sans lien avec l'agriculture. Entre 1990/91 treize mille attributions illégales ont été annulées et les terres rendues à leurs anciens propriétaires. Assainissement des contentieux nés de la nationalisation des terres en 1964.

La situation sociale ne s'améliore pas pour autant et les militants de la vieille garde s'opposent à ces changements dans le souci de conserver leurs privilèges.

Depuis des mois les conflits sociaux se sont multipliés, le pays connaît des grèves qui touchent le secteur public et industriel et dès 1990 en plus des travailleurs se sont aussi les patrons qui s'y mettent, les bijoutiers par exemple qui protestent contre des nouvelles taxes, des industriels mécontents des difficultés d'approvisionnement, des commerçants aussi baissent leurs rideaux. En juin 90 le FIS remporte les élections communales et municipales avec plus de 54%, le FLN seulement 28%, 34% d'abstention. Le FIS contrôle alors les grosses concentrations urbaines il est implanté dans les villes moyennes ainsi que dans les campagnes. Il a remporté 32 wilayas sur 48, le FLN qui a perdu tous ses fiefs n'en contrôle plus que 14 principalement dans le sud saharien.

La montée en puissance du mouvement islamiste date de la fin des années 1970, en 10 années ce mouvement a acquis une base socialement solide au sein d'exclus des classes moyennes, des déshérités et des jeunes, c'est dans les années 80 qu'une opposition islamiste armée se dessine, opposée à tout compromis avec le FLN; l'état tente alors de réprimer les divers noyaux armés qui veulent imposer un état islamique par la force. On assiste à des hold-up et actions contre les forces de l'ordre qui se transforment en une véritable guerre de harcèlement contre le régime en place. Ayant atteint les limites de son action armée le mouvement se déploie dans le réseau des mosquées associatives et sur le terrain de l'action sociale ou la crise économique ouvrirait des espaces illimités. Ce mouvement est aussi instrumentalisé, tout au moins l'état essaiera de l'instrumentaliser pour l'opposer au culturalisme berbère et aux divers groupes laïcs partisans d'une démocratisation du régime. Certains généraux préconiseront un état islamiste, d'une certaine

façon le FIS s'est développé au sein même du FLN sous forme de courants de pensée islamiste. Politiquement les islamistes apparaissent au moment du mouvement des masses en septembre octobre 1988, il se place en médiateur durant les émeutes de cette même année. Le FIS est autorisé à s'organiser en 89.

Celui-ci qui était alors une coalition non homogène, lance son propre organe et met sur pied sa propre police; Le mouvement islamique armé devient le bras armé du FIS, celui-ci se scinde en 1991 en deux, l'ais inféodé au FIS et le GIA qui signe ses crimes dès 1992. Celui-ci multiplie les coups d'éclat et les attentats spectaculaires, il terrorise et impose dans ses zones contrôlées un ordre social rigoriste et violent au nom de la charia, il n'hésite pas à s'en prendre aux populations qu'ils jugent coupables de ne pas avoir rejoint le maquis.

Ca rappelle la guerre dite coloniale et le comportement du FLN avec les populations musulmanes.

On y trouve aussi au sein du FIS.

- des extrémistes proches de l'Arabie Saoudite, des frères musulmans égyptiens et des groupes islamistes et activistes de l'Orient arabe, ceux-ci sont partisans d'un état islamiste fondé sur la charia.
- des "modérés" qui sont plus nationalistes, c'est l'un d'eux, Abdelkader Hachani, syndicaliste à la compagnie des pétroles qui prendra en main le FIS en 1991 et le mènera à la victoire électorale. Ce courant modéré soutient les réformes du gouvernement (Hamrouche) et encourage la poussée du secteur privé, les petits propriétaires et commerçants deviennent alors les principaux bailleurs de fonds du FIS. L'annulation du processus électoral qui suit en 1992 va diminuer au sein du FIS l'influence des modérés qui soutiendront alors le courant extrémiste. Le mouvement revendique alors trois millions d'adhérents son financement provient d'industriels et commerçants algériens mais la grande part des fonds provient de l'étranger, jusque la guerre du Golf en 90/91 des princes d'Arabie Saoudite et du Koweït encourageaient l'expansion de l'islamisme

Cette même année la libéralisation du secteur pétrolier a permis aux compagnies étrangères dont la France de se lancer directement dans l'exploitation d'hydrocarbures, assortie de commissions occultes au pouvoir algérien et à ses généraux, l'instabilité politique permet de faire prospérer les affaires.

La victoire du FIS a bousculé le clan au pouvoir, celui-ci au commandement du pays s'attaquera forcément aux militaires et leurs responsables n'ont pas oublié comment les imams ont traité les généraux du Shah. La classe moyenne se range du côté des militaires et le prolétariat est incité à les rejoindre par l'intermédiaire de l'UGTA. Un comité de défense de la république est créé avec le syndicat à sa tête et 300.000 personnes venues de tout le pays défilent dans Alger le 2 janvier 1992. Cette marche va servir de caution aux militaires pour justifier leur intervention, le président Chadli favorable à un accord avec le FIS est démissionné suite à une pétition de 181 officiers qui exigent son départ, ensuite, le 12 janvier, les élections sont annulées.

Un haut comité d'état mis en place rappelle Mohammed Boudiaf exilé au Maroc, qui arrive le 13 janvier 1992 à Alger. L'état d'urgence est instauré dans tout le pays et une répression est ensuite menée contre le FIS qui est dissout en mars, 15.000 hommes en armes et des blindés stationnent à Alger et des manifestations qui éclatent autour des mosquées sont impitoyablement réprimées.

Lors de la répression qui a duré deux semaines, des milliers de sympathisants et militants du FIS sont dirigés dans des camps d'internement tandis que les cadres les plus actifs fuient à l'étranger ou passent au maquis. Le représentant politique de la branche nationaliste du FIS, Rabah Kébir se trouve en Allemagne à Londres les "internationalistes" sont liés au monde anglo-saxon et aux princes saoudiens, ceux-ci sont aussi d'abord tolérés en France pour être ensuite expulsés. Ainsi des armes et du matériel sont achetés sur le marché, les iraniens participent au financement, les islamistes peuvent aussi s'approvisionner en Bosnie. En juin 1992 Boudiaf est assassiné par un membre de sa garde. Il semble que celui-ci mécontentait certains milieux d'affaires en menaçant de s'attaquer aux privilégiés de tous bords.

Le président du HCE est alors Ali Kafi. La situation économique est toujours difficile, la dette du pays importante, l'inflation atteint 30% par an, le déficit s'est encore aggravé, le chômage estimé officiellement à 25%, il y a une grave pénurie de biens de consommation et de logements et le climat social est au bord de l'explosion, l'Algérie connaît des actes de guérilla, des sabotages d'équipements collectifs, centrales téléphoniques, installations pétrolières etc...

Belaïd Abdesslam, le premier ministre, estime que pour sortir de la crise l'Algérie doit plus compter sur ses ressources humaines et matérielles que sur les capitaux extérieurs, son remède est que les Algériens se serrent la ceinture, vivent avec les restes une fois la dette payée, il s'agit d'une politique de restriction de la consommation pouvant aller jusqu'au rationnement comme en période de guerre.

En même temps c'est la montée en puissance du terrorisme et de la répression militaire, dans le monde politique deux courants font jour, les partisans favorables à un dialogue entre Algériens et les "opposants" de la ligne dure. Lamine Zéroual alors ministre de la défense est partisan du dialogue, dialogue qui intéresse certains chefs islamiques modérés. En novembre 1993 les deux camps vont se rencontrer, Zéroual devenu président en janvier 1994 est aussi pressé par les Etats-Unis d'élargir sa base politique en vue du rééchelonnement de la dette extérieure. Zéroual est réélu en novembre 1995)

Le camp "opposants" est en désaccord avec cette politique de rapprochement et ses tenants de la ligne dure obtiennent la démission de Zéroual, Abdelaziz Bouteflika devient président en avril 1999.

Abdelaziz Bouteflika.

Celui-ci rejoint l'armée des frontières en 1956, instruction militaire à l'école des cadres de l'ALN au Maroc, sa tâche consistait à plaider la cause de l'ALN auprès des populations rurales algériennes pour obtenir leur ralliement; En 1958 promu par Boumédiène il est secrétaire administratif dans le poste de commandement de la wilaya 5 au Maroc, ensuite secrétaire particulier de Boumédiène au PC de la wilaya 5, au PC de l'état-major ouest et au PC de l'état-major général en 1960.

En septembre de 1962 il est ministre de la jeunesse et du tourisme, dans le gouvernement de Ben Bella, il a 25 ans, est élu député de Tlemcen et devient membre du comité central et du bureau politique du FLN.

En 1963 il est ministre des affaires étrangères par intérim, pour être la même année confirmé dans ses fonctions, il dirige donc la diplomatie algérienne et conclue avec la France l'accord du 27/12/1968 relatif à la circulation et à l'emploi et séjour en France des ressortissants algériens et leur famille, pierre angulaire de la politique de la grande émigration algérienne. (wikipedia)

Il est ensuite ministre d'état nommé par le président Chadli Bendjedid en 1979,il est ensuite écarté de la scène politique qu'il doit quitter en 1981,traduit devant le conseil de discipline du fln et s'exile pendant six ans.
En décembre 1981 il est poursuivi par la cour des comptes pour gestion occulte de devises au niveau du ministère des affaires étrangères.

En janvier 1987,de retour,il prend part au congrès du fln en 1989 qui le nomme membre du comité central.
En 1998 il se présente en qualité de candidat indépendant à l'élection présidentielle anticipée,il succède alors à Liamine Zeroual en avril 1999,durant ce scrutin ses adversaires se retirent après avoir dénoncé les conditions d'organisation de vote.Au cour de sa première élection les deux principaux partis majoritaires de Kabylie boycottent les élections,le taux d'abstention atteint 95% dans cette région.Les élections suivantes,législatives de 2002 et présidentielle de 2004 sont aussi boycottées par les kabyles.En 2004 il est réélu.

3- En France.Les changements.(texte copié sur le site indiqué en bas de page-pourquoi recopié,parce que des liens disparaissent d'internet).

C'est en 1983 que s'est fondée en France l'UOIF,l'union des organisations islamiques de France,celle ci est devenue maintenant l'association la plus active des structures associatives musulmanes de ce pays.
Son histoire remonte à la fin des années 1970,un groupe d'étudiants d'origine tunisienne est chargé par les responsables du MTI (mouvement de la tendance islamique),le parti tunisien de créer une antenne en France.Ces étudiants,après avoir intégré l'association des étudiants islamiques de France (AEIF)créée en 1962 provoquent une crise interne,le groupe des " tunisiens"tentent de rattacher l'organisation de la branche égyptienne des "frères musulmans"alors que la plupart des membres veulent rester sous l'influence syrienne .

Une scission se crée et les pro-égyptiens fondent leur propre mouvement en 1979,le GIF(groupement islamique de France.Dès 1981 de nombreux sympathisants ,militants,et dirigeants islamistes tunisiens venus en France pour échapper à la répression du président Habib Bourguiba viennent gonfler les rangs de cette organisation.Suite à ces arrivées les dirigeants décident en 1983 de créer avec quelques associations musulmanes locales une structure fédérative l'UOIF.
Dans un premier temps l'UOIF est dominée par des tunisiens,dont le but était de fonder une branche française du parti islamiste tunisien,le groupe se dirige vers l'autonomie ,en 1995 des étudiants marocains prennent la tête de l'organisation et le clan tunisien est marginalisé,des changements sont apportés dans le but de rendre légitime l'Union aux yeux des pouvoirs publics après les attentats de 1995.(le contexte est alors marqué par le terrorisme islamique).

Jusque la fin des années 80,dans l'espace islamique français l'UOIF reste marginalisée et malgré ses tentatives le rôle d'interlocuteur des pouvoirs publics revient à la mosquée de Paris.Durant quelques années la mosquée de Paris est l'acteur central de l'islam de France,situation favorisée par le ministre de l'intérieur Charles Pasqua,gouvernement Juppé.
Sous l'impulsion de son recteur une charte du culte musulman est signée (1994),qui aboutit à la création de l'institut de théologie musulmane de la moquée de Paris,celle ci est ensuite accréditée par le gouvernement pour superviser l'industrie de la viande hallal, Face à cette concurrence l'UOIF développe un islam de proximité au travers de la création de nombreuses associations sociales et religieuses afin d'arriver à ses fins.
En 1989 elle s'est fait connaître médiatiquement grâce à" l'affaire du voile"au collège de Creil,en se plaçant aux côtés des jeunes filles voilées.

la suite pour ceux que ça interesse sur le lien suivant -ce texte a pour origine ce site,la première page a été intégralement recopiée.

<http://www.laviedesidees.fr/Les-mutations-de-l-islamisme-en.html>

Pour faire cet essai d'histoire,ne nombreux liens internet ont été utilisés,pas mal de livres aussi,des comparaisons et recoupements pour être le plus proche possible de la réalité.

DLF 2009

Share

[Contact](#) [C.G.U.](#)
[commentés](#)

[Signaler un abus](#) [Articles les plus](#)